20250302 Libération

https://www.liberation.fr/societe/immigration/cest-devenu-dangereux-de-demander-des-papiers-la-vie-clandestine-de-ces-exiles-qui-se-cachent-en-france-20250302_OA63E2EGIFCTPCOM4MGEM3LIZU/

Témoignages

« C'est devenu dangereux de demander des papiers» : la vie clandestine de ces exilés qui se cachent en France

Article réservé aux abonnés
Face au durcissement de la politique migratoire, de nombreux exilés font le choix de ne pas entamer les démarches pour se faire régulariser, par peur de recevoir une OQTF et d'être expulsés. Ils préfèrent mener une vie discrète, quitte à renoncer à leurs droits.

(Benjamin Adam/Liberation)
par Rachid Laïreche

Le vieil immeuble posé quelque part dans le centre-ville de Saint-Denis fout les jetons. Ses escaliers en bois qui mènent à Sidi menacent de s'écrouler à chaque marche. *«Toc toc»* sur une porte faussement blindée. Sidi apparaît. Le long type tout fin au crâne rasé fait un geste de la main qui invite à franchir le paillasson. Un deux-pièces pour quatre hommes. Des Maliens. Une histoire banale de l'immigration : ils ont quitté soleil, sécheresse, famille et terre natale pour une vie qu'ils espéraient plus belle. Sidi joue au guide. Il dort là, au sol, dans le salon sur un petit matelas au pied de la télé. Le trentenaire ne se plaint de rien. En repos, *«comme tous les lundis»,* le commis de cuisine, dans une brasserie de la capitale, est sans-papiers. Il est parti de Kayes, dans l'ouest du Mali, sur les rives du fleuve Sénégal, pour la Seine-Saint-Denis. Un long périple effectué en 2017, *«trois jours après la victoire de Macron»* à la présidentielle.

Sidi se raconte en souriant. Pourtant, au fil de la discussion, il utilise à foison un mot qui n'a rien de rigolo : *«Dur.»* Le Malien prépare un thé dans la cuisine riquiqui. *«Nous sommes rarement tous en même temps à la maison,* dit-il. *Tout le monde travaille beaucoup, les jours et les nuits.»* Le commis de cuisine a tout fait, ou presque, depuis son arrivée en France : éboueur, agent de sécurité, manutentionnaire, main-d'œuvre sur les chantiers, et cetera et cetera. Des *«métiers en tension»* comme disent les importants. *«Je suis très content dans la restauration.»* Sidi a le même patron depuis deux ans. Les vacances sont inexistantes, mais ça ne le dérange pas vraiment. *«Je ne suis pas venu ici pour me reposer, ou me promener : c'est très important de travailler.»* Tous les mois, il transfère une partie de son salaire (un smic) à sa famille restée à Kayes.

Une vie discrète

En servant le thé, Sidi évoque sa vie de sans-papiers : la trouille à chaque fois que la police croise son long corps, les détours pour éviter les gares ou les contrôles sont courants, les larmes de sa mère au téléphone qui rêve de le serrer dans ses bras, l'impossibilité de demander une augmentation à son patron et des plaisirs qui se limitent à jouer au foot le dimanche matin avec des potes avant de filer au turbin en courant. Le trentenaire ne se plaint de rien. Sidi pourrait vivre une autre vie en obtenant une carte de séjour. Le quotidien serait plus doux et les droits plus nombreux, mais il a récemment abandonné ses démarches pour se faire régulariser. *«Je ne veux pas avoir de problèmes,* explique-t-il. *Je connais des copains qui ont fait la demande et ils ont eu des problèmes.»*

Les *«problèmes»,* comme dit Sidi, se résument souvent en quatre lettres : OQTF, comme obligation de quitter le territoire français. De nombreux exilés reçoivent un courrier recommandé après avoir fait une demande de régularisation. Le rêve se transforme en cauchemar. *«C'est devenu dangereux de demander.»* Sidi préfère mener une vie discrète, incertaine et sans grande ambition. Une vie où il rase les murs pour éviter *«de se faire repérer»* par l'État. La décision a été prise en novembre après que deux de ses potes, des Maliens qui habitent dans un foyer de travailleurs, ont reçu le fameux courrier recommandé aux quatre lettres.

Témoignages
La vie sous OQTF : «Tous les jours, je sors en me disant que je peux terminer en centre de rétention»

Les *«problèmes»,* comme dit Sidi, se résument également à une identité : Bruno Retailleau. Le ministre de l'Intérieur, ultradroitier, a dans sa ligne de mire les exilés depuis son arrivée en poste en septembre. Il ne cache pas son ambition : limiter à grande vitesse l'immigration légale et illégale. En janvier, Bruno Retailleau a mis en place une nouvelle circulaire qui durcit les critères pour obtenir une *«admission exceptionnelle au séjour».* Le ministre de l'Intérieur a mis la pression aux préfets. *«La circulaire leur demande d'appliquer avec la plus grande des fermetés les critères posés dans la loi immigration de janvier 2024,* explique un conseiller de Bruno Retailleau à la presse. *Les préfets devront s'assurer que le travail est bien réel et qu'il correspond à la liste des métiers en tension que nous sommes en train d'actualiser avec le ministère du Travail.»*

«Les sans-papiers servent de défouloir»

A l'heure du goûter, dans un café de la capitale, Geneviève cherche ses mots pour décrire la situation. Elle hausse souvent les épaules, souffle fort et répète *«c'est infernal».* Geneviève est une assistante sociale à la retraite qui *«passe sa vie à aider les autres».* Bénévole dans plusieurs associations, la retraitée accompagne des exilés dans leurs démarches administratives. *«J'en croise de plus en plus qui abandonnent parce qu'ils ne supportent plus la pression.»* Geneviève joue au jeu des comparaisons. *«Bruno Retailleau est inhumain avec des humains, il parle des gens qui viennent de loin avec une forme de mépris,* dit-elle. *C'est peut-être le pire mais ce n'est pas le premier. Ces dernières années, la situation empire à chaque nouveau gouvernement. Les immigrés et les sans-papiers servent de défouloir à nos politiques.»* La catholique pratiquante est fatiguée. Elle a *«honte aussi»,* lorsqu'elle se retrouve face à des *«familles abandonnées»* par tout le monde.

Reportage

Au centre de rétention administrative du Mesnil-Amelot, «on est comme des oiseaux dans une cage»

Dans le café, Geneviève ne cherche plus ses mots pour décrire sa colère. Elle sursaute de sa chaise lorsque je prononce les fameuses quatre lettres qui font couler de l'encre et de la salive. *«C'est n'importe quoi ! Ils mettent tout le monde dans le même panier : les voyous, les terroristes, les familles, les travailleurs qui ne demandent rien à personne et ceux qui fuient la mort dans leur pays.»* La discussion a eu lieu quelques jours avant l'attaque mortelle de Mulhouse, qui a fait un mort et sept blessés. Le suspect algérien était fiché par les services de prévention du terrorisme et faisait l'objet d'une obligation de quitter le territoire. Au moment de partir, Geneviève lâche un ultime cri. *«On parle des sans-papiers qui travaillent dans les métiers en tension mais on ne pense jamais à ceux qui travaillent dans des métiers qui ne sont pas en tension.»* Ils sont les premiers visés par la *«circulaire Retailleau»*.

Politique du chiffre «inutile»

Ce texte qui durcit les conditions *«d'admission exceptionnelle au séjour»* pour tout le monde, mais surtout pour eux : leur régularisation est désormais conditionnée à une *«durée de présence d'au moins sept ans»* en France, contre cinq ans aujourd'hui. Les préfets devront également apprécier la maîtrise du français par un *«diplôme français ou bien une certification linguistique»*. Un nouveau détail fait toute la différence : le demandeur qui a déjà fait l'objet d'une obligation de quitter le territoire ne pourra obtenir un titre de séjour. La sévérité est en marche. Les chiffres des expulsions ont grimpé. En 2024, 21 601 étrangers en situation irrégulière ont été reconduits à la frontière (une hausse de 26,7 % par rapport à l'année précédente). Parmi eux, les éloignements forcés se sont élevés à 12 856 (une hausse de 9,7 %).

Fabrice, bénévole à la Cimade depuis 2018, aide aussi les sans-papiers dans leurs démarches. Comme toutes les âmes qui charbonnent sur le terrain, il note une *«montée en tension»* depuis la nomination de Bruno Retailleau. Il ne laisse apparaître aucun étonnement lorsqu'on lui parle des sans-papiers qui refusent de faire des démarches pour obtenir une régularisation. *«Nous assistons à une politique du chiffre inutile. Tout le monde sait que l'État n'a pas les moyens de renvoyer tout le monde dans leur pays d'origine,* explique-t-il au téléphone. *Cette politique permet de marginaliser un peu plus des personnes fragiles qui vivent dans une zone grise. Il y a des hommes, des femmes et des familles entières qui font des demandes de régularisation et qui se retrouvent dans des situations encore plus compliquées après avoir reçu une OQTF. Ils sont nombreux à perdre leur emploi et leur logement dans la foulée.»*

Les histoires se finissent rarement bien. Samedi soir, à Paris, Abou Sangaré était sur le devant de la scène. Le Guinéen, magistral dans *L'histoire de Souleymane,* a gagné le César de la révélation masculine. Un rôle qui a changé sa vie. Il a été régularisé en janvier. A l'Olympia, Abou Sangaré a rappelé sa vie de galère et de sans-papiers. *«J'avais presque plus de vie, je vivais parmi les hommes comme ça. Je ne me considérais plus comme un être humain, depuis que j'ai traversé la Méditerranée jusqu'en avril 2023, j'ai tout connu… La misère, tout ce qui fait l'être humain, le bon comme le mauvais.»* Des applaudissements à foison pour l'exception. De l'émotion. De la compassion. Et pour les autres ?

«Le risque est gros»

Latifa est coiffeuse à Montreuil, en Seine-Saint-Denis. La Marocaine a passé quelques mois dans le sud de l'Espagne, près de Malaga, avant de poser ses valises en France, il y a quatre

ans. *«Je n'étais plus heureuse au Maroc. Ce n'était plus possible. Mes parents étaient très en colère contre moi, mais ils ont compris. Je ne voulais pas me marier jeune et avoir la même vie que ma mère.»* Latifa, 29 ans, est en situation irrégulière. Elle raconte en rigolant sa technique pour passer entre les mailles du filet. *«Je suis toujours très bien apprêtée.»* La coiffeuse partage un studio avec une collègue. Elle mène une vie a minima : un salaire *«au black»* et en espèces, des vacances trop rares et une impossibilité de se projeter dans l'avenir proche ou lointain.

- Est-ce que tu comptes faire une demande de régularisation dans les prochains mois ?

- J'ai hésité, mais non, depuis qu'on m'a raconté l'histoire d'une fille qui s'est retrouvée en centre de rétention après sa demande de régularisation. Je te jure, c'est fini, je suis morte si je me fais expulser.

La crainte est courante et elle se transmet. Une sorte de virus contagieux. Malick est dans le même état d'esprit que Latifa. Le Sénégalais sans-papiers trime depuis dix ans dans les chantiers en Ile-de-France, mais il refuse *«pour le moment»* de déposer son dossier à la préfecture alors que sa situation est *«enfin stable»* (emploi dans un métier en tension et logement). Le trentenaire a lui aussi entendu une *«histoire»* qui fait peur : un *«gars dans une bonne situation»* a été expulsé après avoir fait une demande de régularisation dans le Val-de-Marne.

- Tu préfères vivre caché ?

- Ce n'est pas simple de vivre sans les papiers. Mon père, qui est au pays, me conseille tous les jours de faire la demande parce qu'il sait que je suis sérieux et que je travaille dur. Mais il ne sait pas à quel point le risque est gros aujourd'hui.

Analyse
Régularisations massives pour raisons économiques et démographiques : en matière d'immigration, l'Espagne à contre-courant du reste de l'Europe

Retour dans le vieil immeuble posé quelque part dans le centre-ville de Saint-Denis. Sidi a proposé de repasser deux jours plus tard pour causer avec son colocataire. Moussa est sans-papiers comme lui. Sidi prépare un thé dans la cuisine pendant que Moussa raconte son parcours et son désaccord. En France depuis neuf ans, l'agent de sécurité compte faire une demande de régularisation dans les prochaines semaines. Le Malien aime la politique. Il suit les débats (qu'il appelle *«bastons»)* à la télé et à la radio. *«Je vois bien que les dirigeants parlent beaucoup de nous, mais je ne peux pas continuer à vivre comme ça. Je veux être comme tout le monde. Je sais que ça ne dérange pas Sidi de se faire petit, mais ce n'est pas de mon caractère. J'ai de nombreux rêves à réaliser, comme celui de fonder une famille.»*

Sidi revient dans le petit salon. Il sert le thé sur un petit tabouret multiservice, qui fait aussi table et veilleuse. Il laisse la parole à Moussa. On lui demande :

- Tu n'as pas peur de recevoir une OQTF ou bien de te faire expulser ?

- Je n'ai plus peur aujourd'hui. Ici, j'ai mes amis et mon travail. Ils peuvent me virer, mais ils ne m'empêcheront pas de revenir.»